



Paris, le 04 mai 2016.

Déclaration liminaire des syndicats UNSA de la DGAC à la réunion bilatérale au Secrétariat d'Etat aux Transports

Monsieur le Ministre,

L'UNSA, deuxième syndicat de la DGAC, tient à vous alerter sur la situation inquiétante à la DGAC, direction dont la principale mission est pourtant d'assurer la sécurité et la sûreté de l'ensemble des acteurs de l'aérien.

L'UNSA fait le constat que la DGAC n'est plus aujourd'hui capable d'assurer cette mission d'intérêt vital correctement. L'accélération de l'augmentation du nombre d'incidents et de leur gravité durant ce premier trimestre est là pour nous le prouver et doit attirer votre attention.

Depuis maintenant 8 ans, ce sont plus de 1000 emplois qui ont été supprimés dans notre administration.

Pour autant, la charge de travail reposant sur les agents n'a fait que croître et s'est complexifiée tout au long de ces années, et cela quel que soit le corps de métier ou la direction. Les personnels doivent accompagner et assumer la hausse du trafic aérien, l'étude et la mise en œuvre des nouveaux systèmes techniques, les nouveaux domaines de surveillance, les nouvelles missions de sécurité informatique, les nouvelles réglementations européennes, et les réorganisations constantes des services parfois très brutales et non préparées.

Les personnels souffrent, mais tiennent bon dans l'attente d'un nouveau protocole social pour les années 2016-2018, dont ils attendent entre autres l'arrêt de la baisse des effectifs. Hélas, la négociation de celui-ci n'a pas réellement débuté, une seule réunion plénière ayant été tenue le 18 février. Le protocole est au point mort depuis des semaines, et aucune mesure sociale n'a pour l'instant été avancée, y compris sur les effectifs.

En outre, la question du régime indemnitaire des corps techniques reste en suspens, et la demande d'exclusion du RIFSEEP formulée par notre Directeur Général et notre Ministre reste sans réponse. L'UNSA réaffirme son opposition à l'adhésion de ces corps au RIFSEEP.

En conclusion, avec des agents livrés à eux-mêmes pour pallier ces importants dysfonctionnements, et sans perspective d'amélioration de leurs conditions de travail, l'UNSA tient à vous rapporter le risque de plus en plus élevé d'un conflit social majeur d'ici la fin du mois de mai.

Aux yeux de l'UNSA, une forte implication du ministère, pour peser sur les arbitrages en attente sur la question des effectifs, et sur la négociation sociale en cours, tant sur la DGAC que sur nos partenaires ministériels et le guichet unique, est devenue urgente.